

CENTRE SOCIAL ET CULTUREL HAUTEPIERRE
4 avenue Tolstoï
67200 STRASBOURG

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

18, avenue du Rhin 67100 STRASBOURG • Tél : 03 90 20 05 80 • NOS BUREAUX : STRASBOURG | METZ | PARIS
E-mail : info@gestion-strategies.fr • Internet : www.gestion-strategies.fr • N° formateur : 426 703 862 67

• SARL au capital de 800 000 € • RCS Strasbourg 495 241 853 • Siret : 495 241 853 00029 • Code APE : 6920Z • TVA intracommunautaire : FR 454 952 418 53
SOCIÉTÉ INSCRITE AU TABLEAU DE L'ORDRE DES EXPERTS COMPTABLES D'ALSACE ET DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE COLMAR

A l'assemblée générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CENTRE SOCIAL CULTUREL HAUTEPIERRE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de nos contrôles, nous avons ainsi vérifié la correcte prise en compte du principe de séparation des exercices, et validé les assertions d'exhaustivité et de séparation sur les subventions d'exploitation, les concours publics et les autres contributions financières accordées à l'association.

Les postes subventions d'exploitation, concours publics et autres contributions financières accordées à l'association ont fait l'objet d'un contrôle particulier, ces rubriques constituant une zone déterminante pour l'audit des comptes annuels. Un contrôle de justification des sommes enregistrées a ainsi été réalisé, par rapprochement avec les éléments contractuels. Ce contrôle a permis de conclure à l'absence d'anomalie.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux membres de l'association

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une

erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne,

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne,
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels,
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier,
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Strasbourg, le 06 juin 2025

Pour la société AUDITORIA
Dan GOMPEL
Commissaire aux Comptes

Signé par Dan Gompel
Le 10/06/2025

ID: tx_xYeqWXvV5YVA



BILAN ACTIF

CSC de Hautepierre

67200 Strasbourg

Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois : 12

Durée de l'exercice précédent : 12

		Exercice clos le		31/12/2024		31/12/2023	
		Début d'exercice		01/01/2024		01/01/2023	
		Brut	Amorts. et dépréc.	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles:	8 322	7 383	939	0%	1 578	0%
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	8 322	7 383	939	0%	1 578	0%
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances acomptes immob incorporelles						
	Immobilisations corporelles:	264 542	235 855	28 687	3%	18 338	2%
	Terrain						
	Constructions						
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	154 561	136 968	17 593	2%	9 544	1%
	Immobilisations corporelles en cours	109 981	98 887	11 093		8 793	1%
	Avances et acomptes						
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
	Immobilisations financières:	11 225		11 225	1%	11 710	1%
ACTIF CIRCULANT	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés	165		165	0%	150	0%
	Prêts	11 060		11 060	1%	11 560	1%
	TOTAL (I)	284 089	243 238	40 851	4%	31 626	3%
ACTIF CIRCULANT	Stocks						
	Créances						
	Créances usagers et comptes rattachés	9 475		9 475	1%	36 228	4%
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres créances	143 283	14 429	128 853	13%	124 080	14%
	Dispo						
REGULARISAT	Valeurs mobilières de placement						
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	775 233		775 233	81%	718 847	75%
	Charges constatées d'avance	3 301		3 301	0%	7 225	1%
	TOTAL (II)	931 293	14 429	916 863	96%	886 380	97%
	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GENERAL (I à V)		1 215 381	257 667	957 714	100%	918 006	100%

BILAN PASSIF							
CSC de Hautepierre							
67200 Strasbourg							
			Exercice 2024		Exercice 2023		
FONDS PROPRES	SITUATION NETTE	Fonds propres sans droit de reprise :					
		Fonds propres statutaires					
		Fonds propres complémentaires					
		Fonds propres avec droit de reprise					
		Fonds propres statutaires					
		Fonds propres complémentaires					
		Ecart de réévaluation					
		Réserves	53 523	6%	53 523	6%	
		Réserves statutaires ou contractuelles					
		Réserves pour projet de l'entité	53 523		53 523	6%	
		Autres					
		Report à nouveau	459 404	48%	508 739	55%	
		Excédent ou déficit de l'exercice	-30 635	-3%	-49 335	-5%	
		Sous total	482 292	50%	512 927	56%	
	AUTRES FONDS	Fonds propres consommables					
		Subventions d'investissement	21 404	2%	12 200	1%	
		Provisions réglementées					
TOTAL (I)		503 697	53%	525 127	57%		
FONDS REPORTES ET DEDIES	Fonds reportés liés aux legs ou donations						
	Fonds dédiés	52 428	5%	66 531	7%		
	TOTAL (II)	52 428	5%	66 531	7%		
PROVISIONS	Provision pour risques						
	Provisions pour charges	72 359	8%	71 795	8%		
	TOTAL (III)	72 359	8%	71 795	8%		
DETTES	Emprunts obligataires et assimilés						
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit						
	Emprunts et dettes financières diverses			500	0%		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours						
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	161 926	17%	96 567	11%		
	Dettes des legs ou donations						
	Dettes fiscales et sociales	123 246	13%	128 196	14%		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés						
	Autres dettes	11 551	1%	7 643	1%		
	Instruments de trésorerie						
	Produits constatés d'avance	32 508	3%	21 647	2%		
	TOTAL (IV)	329 231	34%	254 553	28%		
	Ecarts de conversion passif	TOTAL (V)					
TOTAL GENERAL (I à V)			957 714	100%	918 006	100%	

PRODUITS

CSC de HautePierre

67200 Strasbourg

		Exercice 2024	Exercice 2023	Variation	%
EXPLOITATION	Cotisations	5 691	6 159	-468	-8%
	Ventes de biens et services	202 818	227 147	-24 329	-11%
	Ventes de biens				
	dont vente en nature				
	Ventes de prestations de service	202 818	227 147	-24 329	-11%
	dont parrainages				
	Produits de tiers financeurs	1 066 349	1 033 879	32 470	3%
	Concours publics et subventions d'exploitation	1 054 735	1 016 936	37 799	4%
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
	Ressources liées à la générosité du public	3 797		3 797	
	Dons manuels				
	Mécénats				
	Legs, donations et assurances-vie				
	Contributions financières	7 817	16 943	-9 126	-54%
FINANCIERS	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	9 333	9 901	-568	-6%
	Utilisations des fonds dédiés	20 627	25 569	-4 942	-19%
	Autres produits	7 219	1 406	5 812	413%
	Total des produits d'exploitation (I)	1 312 036	1 304 060	7 976	1%
	De participations				
	D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
EXCEPTIO.	Autres intérêts et produits assimilés	14 997	11 657	3 339	29%
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
	Différences positives de change				
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
	Total des produits financiers (II)	14 997	11 657	3 339	29%
EXCEPTIO.	Sur opérations de gestion	22 106	17 330	4 776	28%
	Sur opérations en capital	4 953	4 354	599	14%
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
EXCEPTIO.	Total des produits exceptionnels (III)	27 058	21 684	5 375	25%
	Total des produits (I à III)	1 354 091	1 337 401	16 690	1%
DEFICIT		30 635	49 335		

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature	219 727	177 529	42 198	24%
Prestations en nature				
Bénévolat	43 764	45 148	-1 384	-3%
TOTAL	263 491	222 677	40 814	18%

CHARGES

CSC de Hautepierre

67200 Strasbourg

		Exercice 2024	Exercice 2023	Variation	%
EXPLOITATION	Achats de marchandises				
	Variation de stocks				
	Autres achats et charges externes	395 468	391 442	4 026	1%
	Aides financières	15 886	17 745	-1 859	-10%
	Impôts, taxes et versements assimilés	47 454	47 609	-155	0%
	Salaires et traitements	677 891	667 788	10 103	2%
	Charges sociales	207 849	191 257	16 592	9%
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	7 860	7 540	320	4%
	Dotations aux provisions	564	5 236	-4 672	-89%
	Reports en fonds dédiés	6 523	36 701	-30 178	-82%
	Autres charges	22	10 654	-10 632	-100%
Total des charges d'exploitation (I)		1 359 516	1 375 971	-16 456	-1%
FINANCIERES	Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
	Intérêts et charges assimilées				
	Différences négatives de change				
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total des charges financières (II)					
EXCEPTIO.	Sur opérations de gestion	23 085	8 741	14 344	164%
	Sur opérations en capital		180	-180	-100%
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
	Total des charges exceptionnelles (III)	23 085	8 921	14 164	159%
	Participation des salariés aux résultats (IV)				
	Impôts sur les bénéfices (V)	2 125	1 844	281	15%
Total des charges (I à III)		1 384 726	1 386 736	-2 010	0%
EXCEDENT					

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	219 727	177 529	42 198	24%
Prestations en nature				
Personnel bénévole	43 764	45 148	-1 384	-3%
TOTAL	263 491	222 677	40 814	18%

ANNEXE COMPTABLE

Annexe au bilan, avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2024 , dont le total est de 957714 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de tableau, et dégagant une perte de 30635 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01.01.2024 au 31.12.2024

Les notes et tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

1. Informations générales

Le Centre Social Culturel de HautePierre entend être un foyer d'initiatives porté par des habitants associés appuyés par des professionnels, capables de définir et de mettre en œuvre un projet de développement social pour l'ensemble de la population du quartier de HautePierre.

L'association a pour buts :

1. D'animer un Centre Social et Culturel, groupant dans les locaux appropriés, mis à disposition des habitants, un ensemble de services et de réalisations collectives à caractère social, éducatif, culturel, sanitaire et sportif.
2. D'organiser selon ses possibilités tous les services et les activités répondant aux besoins exprimés par les habitants du secteur géographique.
3. D'accueillir, de promouvoir et éventuellement d'associer tout groupement ou association dont les buts sont compatibles avec ceux du centre et qui adhère aux présents statuts.
4. De permettre aux personnes, grâce à ses services et activités :

De se rencontrer pour mieux se connaître et créer ainsi entre elles des rapports amicaux et confiants ;

De s'épanouir par le dialogue, L'expression et l'action créative ;

D'accéder ainsi à la promotion personnelle et collective par l'information, la formation et la prise de la responsabilité conformément aux principes énoncés par l'éducation populaire ;

De travailler dans une perspective d'animation globale pour favoriser un certain « esprit de quartier ».

L'association est à but non lucratif.

Pour répondre à ses objectifs, l'association est administré par des bénévoles, emploie des salariés, loue ou bénéficie de locaux, a recours à des prestataires.

Elle contractualise et sollicite le soutien des collectivités territoriales et de l'Etat pour soutenir dans son fonctionnement.

Le CSC a appliqué à compter du 01/01/2024 les nouvelles dispositions de la Convention Collective des acteurs du lien social et familial (ALISFA) en matière de rémunération. Un nouveau système de classification et de rémunération a été mis en place. Préparé durant l'année 2023, il s'est appliqué à partir des paies de janvier 2024.

2. Evénements significatifs et faits caractéristiques

L'année 2024 a été mise à profit pour construire les nouveaux projets sociaux 2025-2028 de l'association. Ces derniers ont été adressés à la CAF du Bas-Rhin le 25 octobre 2024 et ils ont été validés le 14 janvier 2025. Le CSC dispose de deux agréments « Centre Social » pour la période du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2028.

Une réorganisation des secteurs d'activité du CSC a été opérée le 1^{er} septembre 2024 suite à une rupture conventionnelle avec un salarié effective le 31 mai 2024. Le poste de responsable de secteur « animation de rue et sports » n'a pas été renouvelé et un report s'est opéré vers les secteurs jeunesse et enfance.

Le contrat avec le Groupe La Poste concernant les « prestations de médiation sociale et numérique pour les clientèles vulnérables des bureaux de Poste du Bas Rhin » a été modifié à compter de janvier 2024 et le volume de médiation effectué a baissé pour s'établir à 47 heures de médiation hebdomadaire en 2024 (contre 80 heures de médiation hebdomadaire en 2023).

Les contrats de fournitures d'électricité de l'association, avec les prix bloqués sur période 2021-2023 ont été revus à compter de janvier 2024 avec tarifs moins avantageux. Cela entraîne une hausse globale de nos charges d'électricité de près de 10 000 € entre 2023 et 2024.

3. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par règlement ANC n° 2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et au règlement ANC n° 2014-03 relatif au plan comptable général

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle.
- régularité et sincérité.
- prudence.
- comparabilité et continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

►► Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

►► Amortissement et dépréciation de l'actif

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation. Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Actifs	Durée (année)
Logiciels informatiques	de 01 à 03
Brevets	7
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 10
Constructions	de 10 à 20
Agencement des constructions	12
Matériel et outillage industriels	5
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10
Matériel de transport	4
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10
Mobilier	de 05 à 10

►►Stocks

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

►►Créances

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale.

►►Provisions pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

►►Indemnité de fin de carrière

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué dans l'annexe.

►►Cotisations

L'association ne pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement sur ses appels de cotisations, elles sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

►►Contributions volontaires

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

4. Changement de méthode

- Néant.

5. Notes sur le bilan actif :

►►Immobilisations :

Les mouvements de l'exercice sont détaillés dans les tableaux ci-dessous

	Valeurs en début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs en fin d'exercice
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virent poste à poste	Cessions	
Frais d'établissement et de développement						0
Donations temporaires d'usufruit						0
Autres	8 322					8 322
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	8 322	0	0	0	0	8 322
Terrains						0
Constructions sur sol propre						0
sur sol d'autrui						0
Instal. Agencement aménagement						0
Instal. Technique, matériel outillage industriels	142 414		12 147			154 561
Instal. , agencement, aménagement divers	38 404					38 404
Matériel de transport	27 138					27 138
Matériel de bureau, informatique et mobilier	39 016		5 423			44 439
Emballages récupérables et divers						0
immobilisations corporelles en cours						0
Avances et acomptes						0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	246 971	0	17 570	0	0	264 542
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES						0
Participations évaluées en équivalence						0
Autres participations						0
Autres titres immobilisés						0
Prêts et autres immobilisations financières	11 710		15		500	11 225
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	11 710	0	15	0	500	11 225
TOTAL	267 004	0	17 585	0	500	284 089

►►Amortissements et dépréciations d'actif :

	Amortissement s début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements en fin d'exercice
		Dotations	Diminutions	
Frais d'établissement et de développement				0
Donations temporaires d'usufruit				0
Autres	6 744	639		7 383
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 744	639	0	7 383
Terrains				0
Constructions sur sol propre				0
sur sol d'autrui				0
Instal. Agencement aménagement				0
Instal. Technique, matériel outillage industriels	132 869	4 098		136 968
Instal. , agencement, aménagement divers	38 404			38 404
Matériel de transport	27 138			27 138
Matériel de bureau, informatique et mobilier	30 223	3 123		33 345
Emballages récupérables et divers				0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	228 634	7 221	0	235 855
TOTAL	235 378	7 860	0	243 238

►►Etat des créances :

	Montant brut	A un an	A plus d'un an
Actif immobilisé	11 225	0	11 225
Actif circulant & charges d'avance	156 059	156 059	
TOTAL	167 284	156 059	11 225

►►Provisions pour dépréciation :

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en cours				
Comptes des tiers	15 629,45		1 200,00	14 429 ,45
Comptes financiers				
TOTAL	15 629,45		1 200,00	14 429,45

6. Notes sur le bilan passif

►►Variation des fonds associatifs

	Fonds propres à l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					0
Fonds propres avec droit de reprise					0
Ecart de réévaluation					0
Réserves statutaires ou contractuelles					0
Réserves pour projet de l'entité	53 523				53 523
Autres réserves					0
Report à nouveau	508 739	-49 335			459 404
Excédent ou déficit de l'exercice	-49 335	49 335		30 635	-30 635
Situation nette	512 927	0	0	30 635	482 292
Fonds propres consommables					0
Subventions d'investissement	12 200		14 157	4 953	21 404
Provisions réglementées					0
TOTAL	12 200	0	14 157	4 953	21 404

►►Variation des fonds dédiés

	Fonds dédiés à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts entre fonds dédiés	Fonds dédiés à la clôture	
			Montant global	Dont rembours ements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	66 531	31 240	45 343	0	0	52 428	0
PROJET NUTRITION/Etat&Ville	6 709	5 000	5 184			6 525	
PROMOTION BIEN ETRE/Etat&Ville	0	3 500	2 665			835	
DECOUV. CULTURE URB/Etat&Ville	81	0	0			81	
THEATRE EN MOUVMT/Etat&Ville	5 074	0	1 673			3 401	
AFA (dont MQA 2023)/Etat&Ville	3 639	12 500	16 139			0	
PROMO.ENG.S.CIVIQUE/Etat	1 296	0	1 296			0	
THT Projet d'Insertion/Etat	5 309	0	0			5 309	
Educat°Environnement/Ville&Etat	6 724	4 000	3 772			6 952	
DEV.COMP.INFORMATIQUE/Ville&Etat	7 400	0	917			6 483	
ACTION PATATES / Etat&Ville	9 500	0	225			9 275	
R.CONTACT AVEC JEUNES MAJEURS/Etat	4 000	0	4 000			0	
SEJ. ENFANTS ÉTÉ H. Rhin/Etat&Ville	2 500	0	0			2 500	
SEJ.JEUNES Capital	6 700	0	6 700			0	
Furonéenne/Etat&Ville							
ACCOMP.PARENTALITE&SCO./Etat-Cité	7 599	0	1 992			5 607	
Erl.							
BIEN VIEILLIR ENSEMBLE	0	6 240	780			5 460	
Contributions financières d'autres organismes	0	0	0	0	0	0	0
Ressources liées à la générosité du public	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	66 531	31 240	45 343	0	0	52 428	0

►►Variation des fonds reportés

	Fonds repotés à l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation	Fonds reportés à la clôture
Fonds repotés liés aux legs et donations				
XXXX				0
XXXX				0
XXXX				0
XXXX				0
XXXX				0
TOTAL	0	0	0	0

►► Provisions pour risques et charges

	Début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Fin d'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Reconstruction gisements miniers et pétroliers				0
Provisions pour investissement				0
Provisions pour hausse des prix				0
Provisions pour amortissements dérogatoires				0
Provisions autres				0
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	0	0	0	0
Pour litiges				0
Pour garanties données aux clients				0
Pour pertes sur marchés à terme				0
Pour amendes et pénalités				0
Pour pertes de change				0
Pour pensions et obligations similaires	71 795	564		72 359
Pour impôts				0
Pour renouvellement des immobilisations				0
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				0
Pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				0
Autres				0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGE	71 795	564	0	72 359
Sur immobilisations				0
Sur stocks et encours				0
Sur comptes clients, usagers				0
Sur créances reçues par legs ou donations				0
Autres				0
TOTAL PROVISIONS POUR DEPRECIATION	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	71 795	564	0	72 359
Dont dotations et reprises	d'exploitation financières exceptionnelles	564		

►► Subventions d'investissement

Nom du finaceur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
VILLE DE STRASBOURG	EQP 2019/1-2-3	3 357		3 357	0
VILLE DE STRASBOURG	MAT.PED.2020	5 424			5 424
CAF du BAS-RHIN/2021	Logiciel de pointage	2 814			2 814
VILLE/2021	Eqp.informatique/E.M.	4 000			4 000
VILLE /2022	DIVERS EQP.	885			885
VILLE/2022	2 Défibrillateurs	3 422			3 422
VILLE/2023	Eqp.cuisine M.ENF.	3 452			3 452
VILLE/2024	Mobilier M.ENF.	6 781			6 781
VILLE/2024	Eqp.Informatique&ent	2 255			2 255
CAF/2024	Rénov.Cuisine M.ENF.	5 121			5 121
TOTAL SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		37 511	0	3 357	34 154

Nom du finaceur	Motif de la subvention	Montant au début de l'exercice	Quote-part virée au résultat sur l'exercice	Reprise de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
VILLE DE STRASBOURG	EQP 2019/1-2-3	3 357		3 357	0
VILLE DE STRASBOURG	MAT.PED.2020	3 254	1 085		4 339
CAF du BAS-RHIN/2021	Logiciel de pointage	1 407	563		1 970
VILLE/2021	Eqp.informatique/E.M.	2 000	1 000		3 000
VILLE /2022	DIVERS EQP.	221	221		443
VILLE/2022	2 Défibrillateurs	684	684		1 369
VILLE/2023	Eqp.cuisine M.ENF.	230	690		921
VILLE/2024	Mobilier M.ENF.	0	372		372
VILLE/2024	Eqp.Informatique&ent	0	0		0
CAF/2024	Rénov.Cuisine M.ENF.	0	337		337
TOTAL SUBVENTIONS INSCRITES AU RESULTAT		11 154	4 953	3 357	12 749

►►Etat des dettes

	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	161 926	161 926		
Dettes fiscales & sociales	123 246	123 246		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	11 551	11 551		
Produits constatés d'avance	32 508	32 508		
TOTAL	329 231	329 231	0	0

6. Notes sur le compte de résultat

►►Concours publics et subventions

ETAT	Contrat de Ville	30 400	30 400		0	
ETAT	CLAS	7 895	7 895		0	
DEPARTEMENT	Fonctionnement	65 305	65 305		0	
DEPARTEMENT	Autres	12 983	12 983		0	
VILLE DE STRASB.	Fonctionnement(dont ALSH)	400 000	400 000		0	
VILLE DE STRASB.	Ecole de Musique	42 868	42 868		0	
VILLE DE STRASB.	Contrat de Ville	12 000	12 000		0	
VILLE DE STRASB.	ALSH(Dans le fonctionnemnt)				0	
VILLE DE STRASB.	Autres	8 800	8 800		0	
EUROMETROPOLE	Contrat de Ville	3 000	3 000		0	
CAF du BAS-RHIN	Fonctionnement	104 610	104 610		0	
CAF du BAS-RHIN	Autres	7 293	3 740		3 553	
					0	
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		695 154	691 601	0	3 553	0

Autorités administratives	Motif du concours public	Montant notifié sur l'exercice	Montant perçu sur l'exercice	Montant perçu d'avance et reporté sur l'exercice	Montant restant à percevoir sur l'exercice suivant	Montant perçu d'avance reporté sur l'exercice suivant
ASP	Remb.contrat aidés & s.civ.	16 642	15 149		1 493	
FONJEP	Aides aux postes jeunes	14 214	14 214		0	
CAF "CNAF"	Prestations de services	161 529	113 070		48 459	
CAF du BAS-RHIN	ACF	75 171	46 229		28 942	
CAF du BAS-RHIN	ALSH	79 876	54 192		25 684	
CAF du BAS-RHIN	CLAS	12 149	7 557		4 592	
					0	
					0	
TOTAL DES CONCOURS PUBLICS		359 581	250 411	0	109 170	0

►►Legs, donations et assurances-vie

Produits	Montants N	Montants N-1
Montant perçu au titre d'assurancesvie		
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9		
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations		
Total des produits	0	0

Charges	Montants N	Montants N-1
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés		
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations		
Total des charges	0	0

►►Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Montant
Produits exceptionnels	27 058
Sur opérations de gestion	1 373
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	20 732
Reprises sur provisions et transferts de charges	4 953
Charges exceptionnelles	23 085
Sur opérations de gestion	3 098
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	19 987
RESULTAT EXCEPTIONNEL	3 973

7. Autres informations

►►Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagement assimilés

Changement de régime suite à la modification de la loi en 2023 : âge de départ légal à la retraite fixé à 64 ans au lieu de 65 ans comme calculé l'an passé .

Le montant provisionné dans les comptes de l'association au titre des engagements pour départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 72359 euros.

Les hypothèses retenues pour l'évaluation de l'indemnité de départ à la retraite sont :

- calcul basé sur le salaire en fin de carrière,
- calcul retenant les droits accumulés en fin de carrière : méthode rétrospective proratisée sur l'ancienneté
- La quotité de droits cumulés en fin de carrière est basée sur la convention collective
- Départ volontaire ou à l'initiative du salarié
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : lente
- Taux moyen d'augmentation des salaires 2.3%
- Taux d'actualisation retenu : 1.82 %
- Taux moyen de charges sociales : 40 %

►►Rémunération des cadres dirigeants

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

►►Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	3,72	
Non cadres	14,54	
TOTAL	18,26	0

►►Evaluation des contributions volontaires en nature

Modalités de recensement, de quantification et de valorisation retenues :

Mise à disposition gratuite des locaux valorisés par la ville de Strasbourg : 219727 €

Bénévolat 2024 : 43764 €

Répartition par nature de produits	N	N-1
Dons en nature (MAD des locaux par la Ville de Strasbourg)	219 727	177 529
Prestations en nature		
Bénévolat	43 764	45 148
TOTAL	263491	222677

Répartition par nature de charges	N	N-1
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	219 727	177 529
Prestations		
Personnel bénévole	43 764	45 148
TOTAL	263 491	222677